ASIA FOCUS

L' « HUMILIATION NATIONALE » AU SERVICE D'UN DISCOURS CHINOIS DÉCOMPLEXÉ

DEUXIÈME PARTIE

Barthélémy Courmont / Directeur de recherche à l'IRIS
Vivien Lemaire / Doctorant en science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et enseignant en histoire

Novembre 2023

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Barthélémy Courmont / Directeur de recherche à l'IRIS

Barthélémy Courmont est directeur de recherche à l'IRIS où il dirige le Programme Asie-Pacifique et est co-rédacteur en chef d'Asia Focus. Il est également professeur à l'Université catholique de Lille et responsable pédagogique du Master Histoire – Relations internationales.

Viven Lemaire / Doctorant en science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et enseignant en histoire

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.
Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

© IRIS - Tous droits réservés

Rançon de ses succès économiques et diplomatiques au cours des quatre dernières décennies, le regard que la Chine porte sur elle-même et sur son rôle en Asie évolue, au point qu'il convient de s'interroger sur la montée en puissance d'un nationalisme chinois. Si, comme l'a rappelé Johan Huizinga, « l'Histoire représentait la manière dont une civilisation prenait conscience d'elle-même et rendait compte de son passé »[1], la Chine met en avant son passé glorieux en niant les travers, les abus de sa propre histoire, et en exagérant les erreurs de ses voisins. La Chine n'est pas pour autant belliqueuse et reste attachée à un patriotisme matérialiste et pacifique, et l'instrumentalisation nationaliste par le Parti est un jeu risqué. Des débordements xénophobes conduisant à remettre en question la légitimité du Parti ont montré les faiblesses internes de la Chine auprès des stratèges de l'État, et les exposer à l'étranger, un « patriotisme fidèle mais humble » ayant été remis au goût du jour, sans grand succès d'ailleurs.

La Chine a compris que l'image de responsabilité, à mesure qu'elle s'intégrera dans l'« économie-monde »[2] de Fernand Braudel, représentera aussi un intérêt fondamental. C'est pourquoi Pékin, pour ses projets de coopération, reste attentif à son *soft power* à l'international, car si la Chine a beaucoup progressé en Asie depuis les années 1990, son attractivité culturelle reste marquée par les doutes des populations asiatiques vis-à-vis de son régime autoritaire, de son modèle chinois, et surtout de la présence d'autres puissances asiatiques culturellement importantes en plus du *soft power* américain encore très présent. Ainsi, selon Tom Miller, « réussir à faire que les pays d'Asie choisissent le leadership chinois est un rêve encore très éloigné »[3]. C'est pourquoi, selon Gu Ming-Fei, professeur à la Sun Yat-Sen University de Canton, « la Chine est prête à faire des concessions, lâcher du lest s'il le faut, aux pays de l'ASEAN, pour que ces 'Nouvelles Routes de la Soie 2.0' réussissent. […] La Chine est donc toujours en apprentissage, et les Chinois se rendent compte que leurs fonds d'investissement des projets sont parfois peu rentables, et c'est un problème, notamment en Asie centrale. [...] La Chine semble encore tâtonner, car elle n'est pas comme les États-Unis et la France, n'ayant pas encore une position claire sur la scène internationale »[4].

---

[1] Laurent Di Filippo, « Contextualiser les théories du jeu de Johan Huizinga et Roger Caillois », *Questions de communication*, 25, 2014, pp. 281-308.

[2] Pour Fernand Braudel, la puissance dominante est toujours celle qui est au centre de ce qu'il appelle l'« économie-monde », c'est-à-dire le lieu le plus développé à une époque donnée. Aujourd'hui, il se situe aussi dans des secteurs stratégiques dématérialisés, comme les nouvelles technologies. La Chine tente donc de développer et de contrôler ces secteurs pour devenir dominant dans la compétition internationale. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XVe-XVIIIe siècle*, Paris, Armand Colin, 1967.

[3] Tom Miller, *China's Asian Dream : Empire Building Along the New Silk Road, op. Cit*., p. 19.

[4] Conférence de Gu Ming-Fei sur le sujet « Le rôle de la France dans les nouvelles routes de la soie, et éclairages sur les différends en mer de Chine méridionale », FLSH, Université Catholique de Lille, 26 novembre 2018.

L'attitude décomplexée de Pékin se traduit également par une arrogance de plus en plus prononcée dans la relation que la Chine met en place avec ses voisins. À ce titre, si l'influence chinoise dans certains pays comme au Pakistan, en Birmanie, au Népal ou au Sri Lanka (port de Hambantota) fait penser à du *hard power*, les responsables politiques disposent d'une marge de manœuvre et peuvent rectifier le tir dans leurs rapports avec Pékin, et les autorités chinoises elles-mêmes souhaitent ne pas déconstruire leurs relations. Face à la perception d'une hégémonie culturelle et économique chinoise, la Chine est plus fragile qu'elle ne le laisse penser.

LE RÊVE ASIATIQUE DE LA CHINE DE XI JINPING : IMPLICATIONS RÉGIONALES

Pour le centenaire de la fondation de la RPC en 2049 et afin de réaliser le rêve d'un « rajeunissement national », traduit aussi par un « Grand Renouveau, Renaissance de la nation ou 'race' chinoise »[5], la Chine se devra selon Xi Jinping d'être « riche et forte, tant au pays qu'à l'étranger »[6]. C'est le « rêve chinois ». En effet, l'expression du rêve chinois, inspirée très vraisemblablement du rêve américain, fut employée par Xi Jinping pour la première fois lors de sa visite de l'exposition de « La Route vers le Renouveau » au Musée National de la Chine le 29 novembre 2012, et elle s'est imposée dans les discours du dirigeant devenu président[7]. D'une certaine manière, elle symbolise l'action du président chinois depuis 2013.

Ce rêve se caractérise par deux centenaires. Le premier, en 2021, correspond au centième anniversaire de la fondation du Parti communiste chinois (son premier Congrès s'est tenu en 1921), et Xi Jinping souhaite avoir achevé la construction d'une « société modérément prospère à tous les égards »[8]. Le deuxième centenaire, prévu pour 2049, correspond au centième anniversaire de la République populaire de Chine fondée en 1949 par Mao Zedong, et doit consacrer la Chine comme « un pays socialiste moderne qui soit prospère, puissant, démocratique, culturellement avancé et harmonieux d'ici le milieu du XXIe siècle »[9]. Ce rêve chinois peut sembler paradoxal du point de vue occidental pour un pays à la fois ni

[5] Voir discours de Xi Jinping en 2012 : http://french.xinhuanet.com/chine/2012-11/30/c_132008541.htm
[6] Pour aller plus loin dans la Chine « devant plus riche et plus forte » (« fuqiang »), voir : « Xi Jinping zongshuji 15 îan jianghua xitong chanshu 'zhongguo meng' », *People's Daily Online,* 19 juin 2013.
[7] Cf : http://www.bbc.com/news/world-asia-china-20338586
[8] Cf. http://french.people.com.cn/Chine/n3/2017/1010/c31354-9277643.html
[9] Cf. http://french.xinhuanet.com/2017-10/09/c_136667352.htm

démocratique ni vraiment socialiste. Pourtant la Chine cherche bien à proposer un contre-modèle à l'Occident démocratique grâce à ses propres enceintes multilatérales, avec ses propres définitions des droits de l'homme, de l'état de droit, du multilatéralisme, de l'internet ou encore de la culture. Le conseiller d'État Yang Jiechi et ancien ministre des Affaires étrangères l'a lui-même rappelé en juillet 2017 : « nous devons renforcer la confiance que nous avons envers le chemin, les théories, le système et la culture du socialisme à caractéristiques chinoises, et partager notre expérience de gouvernance avec d'autres pays »[10].

Qui plus est, selon l'économiste Frédéric Farah, « le contexte semble favorable pour la Chine, là où en Occident le libéralisme actuel, prônant donc la liberté et le droit de vote, joue contre la démocratie et notamment sur les droits sociaux des citoyens »[11]. Et c'est dans ce contexte que la Chine n'hésite plus à critiquer les modèles politiques des autres pays et surtout celui de son rival, les États-Unis. Ainsi, en avril 2018, les autorités chinoises (Bureau d'information du Conseil d'État) publièrent un rapport très critique sur les droits de l'homme aux États-Unis[12] en réponse directe à la publication américaine, quelques jours plus tôt, du *Country Reports on Human Rights Practices for 2017*. Longtemps muette et même passive face aux critiques la concernant, la Chine est désormais plus décomplexée et n'hésite plus à répliquer dès qu'elle se sent attaquée, marquant ainsi son affirmation de puissance.

La Chine cherche également de plus en plus, comme l'indique Claude Meyer, à « promouvoir une « solution chinoise » pour répondre aux défis internationaux et à s'imposer comme une « puissance idéologique »[13], notamment en créant des normes techniques et des standards nouveaux, « ce désir étant incarné par le projet des 'Nouvelles Routes de la Soie' »[14] selon John Seaman. Ce projet chinois lancé en 2013 par Xi Jinping au Kazakhstan prévoit le développement de deux axes de commerce majeurs, l'un terrestre et ferroviaire traversant l'Asie et l'Europe, l'autre maritime passant par les ports d'Asie du Sud, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Europe : les deux routes formant une boucle reliant les trois continents. Cela incarne une ambition internationale, une affirmation de la volonté d'influence de la Chine en Asie, un « impérialisme 2.0 » ? Pékin nie tout désir de conquête et continue de prétendre n'avoir aucune ambition impériale. « La Chine n'infligera jamais ses souffrances passées à

[10] Yang Jiechi, « Study and Implement General Secretary Xi Jinping's Thought on Diplomacy in a Deep Going Way and Keep Writing New Chapters of Major Country Diplomacy with Distinctive Chinese Features », 17 juillet 2017.
[11] Frédéric Farah, émission *28 minutes*, Arte, 14 mai 2019.
[12] Agende presse officielle Chine nouvelle (Xinhua), 24 avril 2018. Titre du rapport : *Huam Rights Record of the United States in 2017.*
[13] Claude Meyer, « Le *soft power* chinois », dans « Chine, la nouvelle puissance », *in* Thierry de Montbrial et Dominique David (dir.), *RAMSES 2019*. *Les chocs du futur*, Paris, Ifri/DUNOD, 2018, pp. 136-141.
[14] John Seaman, « Normes et standards chinois, nouveau facteur de puissance ? », p. 130-135, *ibid*.

aucune autre nation », avait déclaré Xi Jinping lors du défilé de la victoire à Pékin en 2015, ajoutant que « le peuple chinois est résolu à entretenir des relations amicales avec tous les autres pays »[15]. La Chine, dans son objectif de « retour au centre du monde », se devrait de réactualiser les « Routes de la Soie » – « Die Seidenstrassen »[16] – selon l'expression inventée à la fin du XIXe siècle par le géographe allemand Ferdinand von Richtofen. Ce concept décrivait le réseau d'échanges reliant la Chine des Han au monde extérieur, ces termes avaient séduit l'imagination des savants comme celle du grand public. C'est en ce sens que Xi Jinping veut réactiver le concept des « Routes de la Soie », en séduisant d'abord les pays d'Asie. Mais la logique nationaliste du rêve chinois exige que la Chine projette sa puissance à l'étranger, renforcé par l'idée comme l'indique un politologue chinois que : « le manque de confiance dans les affaires intérieures signifie qu'il faut avoir l'air très ferme à l'étranger pour unir le pays autour du nationalisme – mais je ne peux pas le dire ouvertement »[17].

Ainsi, le rêve chinois ressemble à un rêve de construction d'une Asie structurée, intégrée, presque unifiée. Si rien ne démontre que la Chine a l'intention de conquérir militairement des terres, hormis les tensions en mer de Chine méridionale, il est certain que la domination de certains pays dans son environnement régional, grâce au pouvoir de la dette et des investissements dans les infrastructures matérielles, fera de la Chine une puissance vue comme impérialiste par certaines populations, y compris chez les pays qui coopèrent avec elle. Nous reviendrons sur de nombreux exemples. Pire, si le rêve chinois peut être analysé comme une victoire sur son passé et surtout une source de légitimité pour le pouvoir en place, il peut être perçu aussi comme une revanche sur ses voisins, qui ont pu précipiter la chute de la glorieuse hégémonie. Dès lors, le regain de la puissance militaire chinoise en Asie a le potentiel de faire « 'cauchemarder' bien des gens »[18]. Il n'est dans ce contexte pas surprenant de constater que les pays d'Asie voient les enjeux sécuritaires d'abord au niveau régional et non global (à l'inverse de l'Occident donc), la Chine étant désormais au cœur des enjeux régionaux.

Ainsi le projet chinois de « préserver le lien entre un pays riche et une armée forte, et de s'efforcer de construire une défense nationale consolidée »[19] peut certes projeter une image de force, comme le dit Tom Miller, « à la fois pour renforcer sa domination intérieure et pour

[15] Voir le « Discours de Xi à la commémoration du 70e anniversaire de la victoire contre le Japon », *Le Quotidien chinois,* 3 septembre 2015.
[16] Ferdinand von Richtofen, « Über die zentralasiatischen Seidenstrassen bis zum 2. Jahrhundert. N. Chr. », *Verhandlungen der Gesellschaft fürErdkunde zu Berlin 4* (1877), 96-122.
[17] Cité dans Tom Miller, *China's Asian Dream. Empire Building Along the New Silk Road*, Londres, Zed Books, 2017, p. 7.
[18] Orville Schell et John Delury, *Wealth and Power. China's Long March to the Twenty-First Century,* New York, Little Brown, 2013.
[19] « Pour réaliser le grand renouveau de la nation chinoise... », tiré du discours de Xi lors de l'inspection d'une base militaire à Canton, *China Youth Daily*, 13 décembre 2012.

effrayer ses ennemis potentiels à l'étranger, en particulier les États-Unis et le Japon »[20]. En revanche, ce comportement ambigu, voire rugueux, pourrait soulever chez les populations et même les gouvernements des pays liés économiquement à la Chine, « des peurs, des craintes ou même des rejets »[21], et en conséquence ces pays chercheraient l'appui d'autres pays pour contester l'influence prise par la Chine. Cependant, du fait du poids économique qu'a pris la Chine en Asie, selon Serge Sur, le monde et bien sûr l'Asie, assisteraient impuissants à « une tendance chinoise à vassaliser [...]. Les pays concernés, aux intérêts trop divergents, n'étant pas en mesure, de constituer un front commun contre la Chine, qui parvient toujours grâce à des relations bilatérales à prévenir ou à corriger toute tentative de coalition hostile ou même indépendante »[22]. Il n'en demeure pas moins que derrière ce tableau très réaliste et cynique, si les États ne peuvent rien faire ou presque, les sentiments nationalistes et xénophobes existent et pourraient à terme devenir une force de contestation aux ressorts incertains dans les pays d'Asie les plus impactés par la nouvelle affirmation de puissance chinoise.

En prenant appui sur sa diaspora, la Chine bénéficie par ailleurs de relais locaux souvent déterminants dans les succès de sa stratégie de *soft power* et de la mise en avant d'une certaine image de la Chine, plus fière et sûre d'elle-même. Il est souvent troublant de constater que si le nationalisme chinois s'exporte facilement, il concerne parfois la diaspora chinoise plus encore que la population de la République populaire de Chine. Le sentiment nationaliste est même en certains cas plus fort chez les populations chinoises vivant à l'extérieur, qui profitent de la montée en puissance de la Chine sur la scène internationale tout en vivant dans des démocraties qui ne les exposent pas aux contraintes du régime de Pékin. C'est particulièrement le cas dans les milieux intellectuels qui, s'ils n'hésitent pas à dénoncer le non-respect des droits de l'homme en Chine, critiquent souvent avec vigueur l'impérialisme américain et revendiquent la place de la Chine sur la scène internationale. Wang Xiaodong expliquait déjà à ce titre en 2001 dans *Le Nouvel Observateur* que « les Américains veulent nous étrangler petit à petit, sans que nous nous en apercevions. Ils refusent que nous retrouvions notre place en Asie, la première. Ce sont nos ennemis. Il faut que nous nous préparions, que nous nous armions. Ce sera eux ou nous ». Ces propos presque prophétiques traduisent l'importance d'un nationalisme « instruit » se présentant comme une réaction à ce qui est perçu comme un néo-impérialisme de Washington. Ainsi, le nationalisme des milieux intellectuels ne serait pas tant le résultat d'un sentiment patriotique que de la crainte d'un expansionnisme américain, preuve s'il en est de l'importance que les Chinois accordent aux

[20] Tom Miller, « Goose stepping into isolation », *Gavekal Research*, 3 septembre 2015.
[21] Serge Sur, « La Chine se dilate », *Questions internationales*, n°93, septembre-octobre 2018, p. 5.
[22] *Ibid,* p. 4.

mouvements de Washington. L'autre élément permettant de se faire une petite idée sur l'évolution des diasporas chinoises concerne tout simplement l'importance que ces dernières représentent, par rapport à ce qu'elles étaient il y a encore quelques années. À l'époque d'une Chine encore sous-développée et sans perspective d'avenir, nombreux étaient les candidats au départ. Prenons ainsi l'exemple des jeunes, cherchant à obtenir un diplôme à l'étranger et profitant de toutes les opportunités possibles pour trouver un emploi dans leur pays d'accueil, sans avoir à revenir en Chine. Cette tendance s'est peu à peu inversée et la plupart des jeunes Chinois étudiant à l'étranger souhaitent désormais, une fois leur formation terminée, revenir en Chine où les perspectives d'emploi sont devenues raisonnables. La Chine redevient attractive pour les Chinois, elle redevient fréquentable pour la diaspora. C'est d'ailleurs sur cette vague que semblent surfer les dirigeants actuels, autour du rêve chinois de Xi Jinping.

AU RISQUE DE L'ARROGANCE

Et si les nouveaux dirigeants chinois, plus décomplexés comme nous l'avons noté que les générations précédentes, allaient encore plus loin que l'affirmation de puissance actuelle et de la « grande séduction » engagée il y presque deux décennies[23], et choisissaient même de renoncer au *soft power* ? Désormais reconnue comme puissance de premier plan, la Chine est-elle en passe de devenir arrogante, et quelles sont les conséquences de cette nouvelle posture ? On parle ici de *sharp power*[24], stratégie qui serait adoptée par des régimes autoritaires pour imposer leur leadership sans nécessairement devoir recourir aux instruments du *hard power*. On parle aussi de l'*hubris* de la puissance, comme une pathologie qui gagnerait le fort et se déclinerait de diverses manières[25].

De fait, des empires coloniaux à aujourd'hui, en passant par les États-Unis, ceux qui disposent des outils de la puissance ont souvent donné libre cours à leur arrogance, au point qu'on puisse s'interroger : la puissance s'accompagne-t-elle automatiquement d'un sentiment d'arrogance chez ceux qui la détiennent ? Appliquée aux individus, cette question s'insère dans le champ de la sociologie. L'arrogance se trouve ici exprimée par le biais d'un sentiment de supériorité (qu'il soit ou non justifié) et du désir de dominer l'autre. Appliquée aux États,

[23] Barthélémy Courmont, *La grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, *op. Cit*.
[24] Sur ce point, lire Emmanuel Lincot, *Chine, une nouvelle puissance culturelle. Soft power & Sharp power*, Paris, MkF, 2019.
[25] Pour une bonne analyse de ce phénomène dans le cas américain, lire Christopher Fettweis, *The Pathology of Power. Fear, Honor, Glory and Hubris in U.S. Foreign Policy*, Cambridge University Press, 2013. Lire aussi Hans J. Morgenthau, « The Pathology of American Power », *International Security*, Vol. 1, n°3, hiver 1977, pp. 3-20.

elle invite à la réflexion sur la recherche de l'hégémonie et l'imposition d'une politique étrangère qui écarte tout compromis, mais également tout dialogue, et refuse en retour toute ingérence dans les choix et la conduite de la politique intérieure. Il s'agit donc de caractéristiques à bien des égards identiques qui sont étudiées ici, en mettant l'accent sur le cas chinois et en étudiant les conséquences, mais aussi les réponses, liées à l'arrogance grandissante de ce pays.

En fonction des fondements des différentes puissances et d'un contexte qui leur était plus ou moins propice, l'arrogance s'est exprimée de multiples manières dans l'histoire des relations internationales. Mais elle s'articule systématiquement autour d'une situation propice à l'un des acteurs, soit consécutivement à des conquêtes militaires, soit résultant d'avancées technologiques majeures. Les civilisations dites les plus avancées (à un moment particulier de leur histoire) furent ainsi, en plusieurs circonstances, en mesure d'imposer leurs vues à des peuples ne bénéficiant pas des mêmes moyens. Le dernier exemple historique de ce décalage permettant au plus puissant de laisser s'exprimer son arrogance fut l'aventure coloniale des puissances occidentales. Si la colonisation fut rendue possible par la puissance de feu des empires et par un niveau de technicité leur permettant de contrôler de gigantesques territoires, elle fut justifiée par la « mission civilisatrice », slogan aux contours flous et caractérisé par une arrogance dépassant très largement la domination militaire pour proposer une classification des cultures. Les plus avancées d'entre elles se voyaient ainsi légitimées dans leur contrôle des autres, quelles qu'en soient les conditions. La montée des nationalismes dans la première moitié du XXe siècle, en Europe comme au Japon, fut une des interprétations de cette classification et l'affirmation la plus radicale de l'arrogance de la puissance, exprimée notamment par la haine de l'autre et la recherche de son assimilation ou élimination.

Dans le monde contemporain, les contours de l'arrogance ont évolué vers la manifestation de la domination économique et financière, tandis que les critères militaires et même civilisationnels ou culturels, se sont progressivement estompés, bien qu'ils restent présents. L'arrogant est ainsi souvent assimilé au riche, ce dernier détenant les moyens financiers de la puissance. C'est pour cette raison que, dans les pays en développement, les puissances occidentales sont perçues comme arrogantes, et coutumières de l'ingérence dans leur politique intérieure, au point d'être qualifiées de néocoloniales. Ce constat confirme l'idée selon laquelle l'arrogance est autant une question de perception qu'une réalité.

Plus spécifiquement, la question de l'arrogance de la puissance américaine fut de son côté posée avec insistance au cours de la décennie écoulée, en marge de l'aventurisme de la

politique étrangère de l'administration Bush, notamment à l'occasion de la crise irakienne et la campagne militaire engagée en mars 2003. L'unilatéralisme américain, auquel se joignit une petite cinquantaine d'États (un nombre qui comptait une grande majorité de membres n'apportant qu'un soutien politique, et qui diminua rapidement) sur la base d'une coalition et non d'une alliance, fut ainsi très vivement critiqué, et assimilé à l'affirmation de l'arrogance de la première puissance mondiale. C'est donc dans son comportement, et son usage trop poussé de la puissance, que Washington fut critiquée pour son arrogance, les questions relatives à la supériorité de la civilisation américaine restant totalement absentes, y compris dans les rangs des conservateurs les plus radicaux. Là où les empires coloniaux s'estimaient supérieurs par nature et en tous points, les États-Unis n'ont construit leur vision hégémonique qu'en s'appuyant sur leur force de frappe et leur capacité d'influence, et ce malgré le qualificatif d'hyperpuissance utilisé pour les décrire.

Il serait cependant erroné de faire ici le seul procès de l'administration Bush (fils), dans la mesure où la tentation hégémonique américaine s'inscrit plus largement dans l'interprétation des équilibres post-Guerre froide et de l'implication des États-Unis en tant que puissance dominante. Républicains et Démocrates se retrouvent d'ailleurs souvent sur ce point, en théorie plus qu'en pratique, mais avec pour conséquence la même tendance à multiplier les signes d'arrogance. Les États-Unis se sont autodésignés comme la nation indispensable, « seule nation indispensable »[26] même, et sont ainsi entrés depuis la fin de la Guerre froide dans une ère de multilatéralisme assumé et pragmatique. Cela signifie que Washington est en mesure de construire le monde à son image, et de s'imposer dans toutes les régions de la planète comme l'arbitre incontournable des relations internationales[27]. Selon l'opinion véhiculée par les milieux conservateurs, les États-Unis seraient même seuls garants de la paix dans le monde et de la prévention des conflits[28]. Les valeurs américaines de libre échange pourront être véhiculées si Washington assume le leadership mondial, et renonce aux tentations isolationnistes ou unilatéralistes. Warren Christopher, alors secrétaire d'État, s'exprimait selon ces termes le 20 janvier 1995 à Harvard : « Nous disposons maintenant d'une

[26] Selon les propos de Bill Clinton, lors de son discours d'investiture pour son second mandat présidentiel, Washington, 20 janvier 1997.

[27] Zalmay Khalilzad, "American Power – For What ?", *Commentary*, janvier 2000, p. 16 : "The United States today is the most powerful state in the international system. Although preserving this position is not an end in itself, a world in which the US continues to be the preeminent power will be more receptive to democracy, free markets, and the rule of law, and also will have a better chance of avoiding another global cold or hot war."

[28] Joshua Muravchik, "American Power – For What ?", *Commentary*, *op. cit.*, p. 28 : "The extension of American power and influence has been the most important engine of the advance of American values. This is hardly to deny that American power has been sometimes misused. Rather, it is to assert that American power has been the linchpin of the remarkable global spread of freedom and prosperity and the prevention of a third world war. As a corollary, the perdurance of these welcome circumstances is far likelier in an atmosphere of continued American power and influence."

chance extraordinaire de façonner un monde qui soit favorable aux intérêts américains et compatible avec les valeurs américaines, une Amérique des marchés ouverts et de sociétés ouvertes qui mène à un monde de marchés ouverts et de sociétés ouvertes ». Ce rôle de guide pourrait s'apparenter à un idéalisme Wilsonien adapté au leadership. Mais, s'il s'agit là du point de départ des thèses défendues par ceux qui souhaitent voir les États-Unis s'engager dans le multilatéralisme, les idées unilatéralistes y trouvent également leur fondement. En effet, Washington pourrait être tenté d'agir de plus en plus seul pour ne pas minimiser les intérêts américains lors des interventions extérieures[29]. Mais dans l'esprit du chef de l'exécutif américain, quelle que soit son étiquette politique, il s'agit véritablement d'un devoir moral d'intervenir pour conduire le monde vers un idéal, où les vertus de la démocratie américaine seraient exacerbées. Les paroles prononcées par Bill Clinton le 20 janvier 1997 y trouvent leur sens.

L'ensemble des acteurs politiques partagent la même analyse, aux conséquences cependant totalement inégales. L'ancien sénateur conservateur Jesse Helms (Caroline du Nord), s'exprimait en 1996 sur le rôle des États-Unis selon ces termes : « Nous sommes au centre, et nous devons y rester (...). Les États-Unis doivent diriger le monde en portant le flambeau moral, politique et militaire du droit et de la force, et servir d'exemple à tous les peuples »[30]. Cette domination sans partage impose des interrogations quant à la conduite de la politique étrangère américaine et les tentations de l'hégémonie, comme celles de l'isolationnisme, sont autant de possibilités offertes à Washington pour les années futures. Ce sont aussi autant de reproches adressés simultanément à Washington et, comme le notait en 1999 Samuel Berger, « il est troublant que l'Amérique se trouve de nos jours accusée dans le même temps d'hégémonie et d'isolationnisme »[31]. S'inquiétant de la conduite à adopter et les dangers à l'aube du XXIe siècle, William Pfaff s'est exprimé sur les problèmes que pose la position hégémonique selon ces termes : « Par définition, l'hégémonie est un état instable, puisque le système international cherche spontanément à lui résister pour l'équilibrer. Celui qui détient l'hégémonie est perpétuellement menacé : la position internationale des États-Unis est plus faible depuis qu'ils sont devenus, avec la fin de la guerre froide, 'la seule superpuissance'. Celui

[29] Cette évolution a fait l'objet d'un important débat aux États-Unis, de nombreux experts critiquant vivement cet unilatéralisme. Lire entre autres Joseph Nye, "Limits of American Power", *Political Science Quarterly*, vol. 117, n° 4, hiver 2002-2003, pp. 545-560.
[30] Jesse Helms, *Entering the Pacific Century*, Heritage Foundation, Washington DC, 1996.
[31] Samuel Berger, "American Power, Hegemony, Isolationism or Engagement", The Council of Foreign Relations, 21 octobre 1999.

qui est en position d'hégémonie est poussé, de l'intérieur, à l'orgueil et à l'excès, et soumis, de l'extérieur, à l'envie, au ressentiment et à des menaces »[32].

L'orgueil américain, redouté par William Pfaff, peut s'exprimer par une volonté accrue d'ingérence dans les affaires extérieures mais aussi, dans un souci de se détacher du monde jugé trop instable, par un désir de retour à l'isolationnisme tel qu'il s'est exprimé entre les deux guerres mondiales[33]. La toute-puissance américaine lui offre en effet la possibilité de décider par elle-même de ses orientations. Ainsi, « en raison de leur suprématie, les États-Unis peuvent faire à peu près ce qu'ils veulent »[34]. Cela signifie, en fonction des circonstances, assumer le leadership, ou refuser toute forme d'implication dans des questions ne présentant qu'un faible intérêt. Des préceptes que semble suivre l'administration Trump. On voit ici que, quels que soient le contexte et la représentation de la place des États-Unis sur la scène internationale que manifestent les dirigeants américains, la notion de « nation indispensable » reste une constance, que celle-ci se caractérise par un engagement systématique ou au contraire par un repli. Dans tous les cas, c'est le rapport de force qui est au cœur des décisions politiques.

Bien que nettement moins traité que celui des États-Unis, le cas de la Chine se rapproche pour sa part davantage de l'exemple des puissances européennes, colonialisme mis à part, que de celui de Washington. L'arrogance chinoise repose ainsi sur un sentiment de supériorité culturelle et historique, qui accompagna d'ailleurs la Chine dans les heures les plus glorieuses de son histoire. Nous pouvons ainsi nous interroger sur le fait que les cent-cinquante dernières années, considérées comme humiliantes pour la Chine, ne seraient qu'une parenthèse dans la trajectoire arrogante d'un pays qui ne fait depuis quelques années que reproduire des méthodes qu'elle a appliquées pendant des siècles avec ses voisins, jugés inférieurs, voire vassaux. Dans le même temps, Pékin refuse de recevoir des leçons des autres puissances, et se positionne comme une sorte d'alternative à l'Occident. Après avoir été l'une des principales victimes de l'arrogance appliquée aux civilisations, la Chine ne se contenterait ainsi pas de prendre sa revanche, mais poserait les bases de sa propre arrogance, mélange de fierté retrouvée et de sentiment de supériorité que son miracle économique n'a fait qu'amplifier. Parce qu'elle dispose non seulement de moyens considérables, et dans le même temps repose sur une culture plurimillénaire – à l'opposé des États-Unis – la Chine est parfois qualifiée de «

[32] William Pfaff, « Europe – États-Unis : l'affrontement en vue », *Commentaire*, n° 85, printemps 1999, p. 95.
[33] La question s'est posée dés les origines de la nation américaine, les Pères fondateurs étant convaincus de la mission de la jeune démocratie. Voir Daniel Russel, *America's Place in the World*, Washington DC, Institute for the Study of Diplomacy, 2000, p. 8.
[34] Patrick Jarreau, « États-Unis : la permanence de l'isolationnisme », *Le Monde*, 29 novembre 2002.

méga-puissance », dans un effort de comparaison entre les deux pays et de surenchère en réponse à l'hyperpuissance. Pour autant, il semble déplacé de chercher à comparer l'arrogance des États-Unis sous l'administration Bush et celle de la Chine contemporaine. En effet, l'arrogance américaine fut un choix politique, et depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, la première puissance mondiale se montre d'ailleurs plus ouverte au dialogue, confirmant un véritable changement d'attitude. Côté chinois, l'arrogance résulte à l'inverse d'un processus qui s'est lentement mis en place, et est alimenté par le miracle économique et l'ascension spectaculaire de ce pays au cours des trois dernières décennies. Il s'agit donc d'un processus encore inachevé et que les changements d'équipe dirigeante n'ont ni atténué, ni modifié depuis trois décennies.

Les succès éclatants de la Chine dans les régions en développement expliquent – mais ne justifient cependant pas – l'arrogance qu'elle manifeste à l'égard de ceux qui se mettent encore en travers de son chemin, généralement des pays occidentaux. On a ainsi vu les autorités chinoises critiquer avec insistance les dirigeants occidentaux désireux de rencontrer le Dalaï-Lama, dénoncer ce qu'elles estiment être une instrumentalisation par l'Occident de la question des minorités et de la liberté d'expression, s'opposer aux percées de Google sur son territoire (et d'une multitude d'autres entreprises étrangères, au bénéfice des producteurs chinois), s'offusquer des références à la question des droits de l'homme en Chine, ou encore reprocher à des chefs d'État de ne pas se montrer suffisamment dociles à l'égard de Pékin. Il y a encore quelques années, Pékin adoptait l'attitude exactement opposée, suivant les recommandations de Deng Xiaoping sur la nécessité de se montrer humble et discret sur la scène internationale. Aujourd'hui, la Chine est décomplexée, conquérante, et elle répond aux critiques avec fermeté et dédain. L'arrogance du gouvernement chinois est dès lors devenue une réalité face à laquelle il est de plus en plus difficile de résister. Car Pékin n'hésite plus désormais à faire usage de sa puissance économique pour menacer de représailles ceux qui se risqueraient à ne pas se soumettre à ses exigences. La Norvège, pays hôte de la remise du Prix Nobel de la Paix, dont l'édition 2010 fut décernée au dissident Liu Xiaobo, fut ainsi rappelée à l'ordre – sans succès cependant – par les dirigeants chinois, désormais coutumiers du fait. Et les exemples sont nombreux de pressions exercées sur des intellectuels, des responsables politiques, des médias ou des entreprises[35].

[35] Sur ces questions, lire Erik Izraelewicz, *L'arrogance chinoise*, Paris, Grasset, 2011 ; et Amandine Monteil, « Arrogance ou séduction : la puissance chinoise en question », *Outre-Terre*, 2011/4 (n° 30), pp. 437-439.

Au niveau régional, l'arrogance de la Chine se double de la volonté de s'imposer comme l'acteur principal, au risque de reproduire le système de vassalité de la période impériale, quand les royaumes voisins se voyaient dans l'obligation de prêter allégeance à l'empire du Milieu. Cette ambition, qui est au cœur de notre réflexion, est sujette à une grande crainte des autres pays d'Asie du Nord-est, qui se singularise comme étant la seule au monde à ne compter aucune architecture régionale, que ce soit sur les questions économiques et commerciales, politico-stratégiques, ou même culturelles. Mais dans le même temps, les voisins de la Chine ne peuvent ignorer sa montée en puissance, et que ce soit à Taipei, à Séoul ou même à Tokyo, les initiatives en vue de renforcer les relations bilatérales se multiplient, et la reconnaissance, même implicite, de Pékin comme puissance régionale s'affirme de plus en plus. La crise économique internationale et les problèmes chroniques du Japon ont un effet accélérateur sur ce processus de reconnaissance du rôle majeur de la Chine en Asie du Nord-est, perçu par Pékin comme une véritable allégeance. On peut dès lors s'interroger sur les conséquences de ce rapprochement à moyen terme, tant il semble conforter Pékin dans ses choix et l'inciter à se montrer de plus en plus arrogante. Mais les résistances sont très nombreuses. En Asie du Sud-est et en Asie centrale, où la Chine n'a pas de rival économique et militaire de taille, cette arrogance est encore plus prononcée, mais elle s'accompagne également de résistances multiples, comme nous le développerons dans les chapitres suivants.

L'arrogance des puissances occidentales (en tant qu'entités étatiques) est cependant souvent mise en relation avec l'arrogance, supposée celle-ci, qui serait celle des Occidentaux à l'égard du reste du monde. Dans ce cas, peut-on également considérer que les Chinois sont aujourd'hui arrogants, ou ne s'agirait-il au contraire que de la manière dont la montée en puissance de la Chine est perçue, le plus souvent avec crainte, par les Occidentaux ? On remarque ainsi que c'est tout autant la manière dont la Chine se comporte sur la scène internationale que la frustration que les Occidentaux (investisseurs notamment) manifestent en réponse à son refus de se plier à leurs exigences qui caractérise la montée en puissance chinoise. Dans ce décor, les Chinois ne seraient que des acteurs arrogants opposés à d'autres arrogants, générant des situations conflictuelles dans lesquelles ils ont une part de responsabilité certaine, mais pas exclusive. De même, dès lors que l'arrogance de la Chine s'opposerait à celle des puissances occidentales, nous pouvons nous interroger sur les conséquences d'une lutte d'influence et d'hégémonie à grande échelle. Les puissances arrogantes se sont à de multiples reprises affrontées dans l'histoire (notamment à l'occasion de la Première Guerre mondiale), mais le contexte est ici particulier, puisqu'elles ne

revendiquent pas les mêmes racines culturelles. C'est sans doute ce qui justifie les craintes qui entourent la montée en puissance de la Chine et les tentations hégémoniques de Pékin.

La Chine est donc arrogante, mais qu'en est-il des Chinois ? Les empires coloniaux étaient ainsi arrogants dans la manière dont ils se positionnaient à l'égard des autres peuples, mais les colons n'en étaient pas moins l'incarnation de cette arrogance. Le cas américain est en revanche moins pertinent, car si Washington fut par exemple très arrogante pendant la parenthèse du premier mandat présidentiel de George W. Bush, les Américains ne se sont pas montrés plus arrogants pendant cette période, à l'exception d'un groupe limité de responsables politiques. De même, si certains peuvent déplorer l'arrogance de Donald Trump, il serait très excessif de considérer qu'il incarne les Américains dans leur ensemble. Dans le cas de la Chine, on relève une association de ces deux tendances. Pékin se montre ainsi de plus en plus arrogante, mais dans le même temps, les Chinois, plus sûrs d'eux et – enfin – libérés de leurs complexes d'infériorité consécutifs aux humiliations du XIXe siècle, se comportent parfois comme le faisaient les colons des empires coloniaux. L'arrogance n'est ainsi pas uniquement une pratique de politique étrangère, mais un phénomène nettement plus large, et qui s'appuie sur la manière dont les Chinois perçoivent la montée en puissance de leur pays, et se voient au centre du monde. Si la Chine est aujourd'hui décomplexée, c'est aussi et surtout parce que les Chinois le sont, et cette tendance pourrait aller crescendo.

Reste à savoir quel serait l'antidote à l'arrogance, et comment les États parviendraient-ils à s'imposer sans imposer, et à renforcer leur influence sur la scène internationale sans être immédiatement perçus comme impérialistes ou agressifs. En d'autres termes, que doivent faire les puissances pour ne pas donner l'impression d'être trop tentées par l'arrogance ? Pékin mise indiscutablement sur la force de son *soft power* pour assurer sa montée en puissance, mais n'en demeure pas moins arrogante, et se sert même de sa capacité d'influence pour asseoir son hégémonie et renforcer sa capacité d'influence. Le *soft power* peut ainsi, selon la manière avec laquelle il est utilisé et les moyens qui lui sont alloués, atténuer les effets contre-productifs en termes d'image de l'arrogance, mais sans nécessairement en réduire la portée. De même, si Pékin cherche à soigner son image, la coexistence du *soft power* et de l'arrogance pourrait à terme générer des problèmes, et le paradoxe d'une politique étrangère parfois schizophrénique sera exposé aux réalités de sa mise en pratique. Pour l'heure, la Chine est bien acceptée dans les pays dans lesquels elle se montre de plus en plus présente, mais on peut aisément imaginer des situations dans lesquelles l'empire du Milieu serait qualifié de néocolonialiste et arrogant afin de défendre ses intérêts ou d'imposer ses vues, à la manière des critiques que reçoivent généralement les

puissances occidentales. De même, la nature du régime chinois et l'absence de liberté d'expression, que les récentes arrestations de dissidents en marge du mouvement qualifié de « révolution du jasmin » ont confirmé, mettent en avant les paradoxes d'un pays qui souhaite plus que tout soigner son image, mais reste dans le même temps inflexible sur des questions sensibles. Pour ces raisons, Pékin se voit dans l'obligation de contrôler son arrogance et de miser sur son *soft power*, au risque de voir son image se dégrader aussi rapidement qu'elle s'est consolidée au cours des dernières années. Espérons que cette orientation pleine de sagesse sera poursuivie par les futurs dirigeants.

En mettant à sa disposition des moyens pharaoniques, le pouvoir central chinois fournit à sa stratégie de *soft power* ce dont elle a besoin pour rencontrer des succès éclatants, en particulier dans les pays en développement, où les investissements chinois et l'image de la Chine ont considérablement évolué en moins d'une décennie, tandis que l'autre *soft power*, celui des États-Unis, connaissait des déboires à répétition. Mais les limites au *soft power* chinois restent nombreuses, et imposent une réflexion sur sa finalité. S'agit-il ainsi d'une transition vers une stratégie nettement plus ambitieuse d'affirmation de puissance, qui aurait pour effet de bouleverser les règles du système économique international, avec des conséquences politiques profondes ? Voilà une question qui s'imposera sans nul doute comme l'une des plus sensibles dans l'étude des relations internationales dans les prochaines années, et dont les réponses détermineront en grande partie les rapports de force entre Pékin et Washington, les succès du modèle de développement chinois et sa capacité à s'imposer sur la scène internationale.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.